



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102 – 92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 12 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SHELL France

171 AV JULES QUENTIN USINE SUD
92000 Nanterre

Code AIOT : 0006506313
N° RVAT : 63368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement SHELL France implanté 171 AV JULES QUENTIN USINE SUD 92 000 Nanterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de l'exercice POI (Plan d'Opération Interne) organisé le 18/02/2026 par l'exploitant en collaboration avec la BSPP (Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHELL France
- 171 AV JULES QUENTIN USINE SUD 92000 Nanterre
- Code AIOT : 0006506313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement fabrique et conditionne des lubrifiants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique de la fiche de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. **Elle ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

L'exercice POI s'est basé sur un scénario de l'étude de dangers. L'exploitant a suivi le déroulé de sa fiche POI. La communication avec les pompiers était efficace et ces derniers ont pu déployer leurs engins sur site. L'inspection des installations classées (IIC) formule ses remarques et observations sur le déroulement de l'exercice dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article I
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : [...] La société des pétroles Shell est tenue d'établir pour son site 171, avenue Jules Quentin à Nanterre, en collaboration avec la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) un Plan d'opération interne (POI). Ce document définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant devra mettre en œuvre en cas d'accident au sein de son établissement, sous sa responsabilité, pour protéger le personnel, les biens et éviter les effets dommageables sur les populations et l'environnement. [...] Ce POI sera constamment tenu à jour et servira de support à des exercices périodiques organisés en concertation avec le service technique interdépartemental d'inspection des installations classées et les services de secours et d'incendie.
Constats : L'inspection des installations classées (IIC) s'est rendue sur le site de SHELL France à Nanterre le mercredi 18 février 2026 dans le cadre de l'exercice POI (Plan d'Opération Interne) organisé par l'exploitant en collaboration avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP). Le scénario joué correspond à un feu de cuvette au niveau de la rétention V12, qui va prochainement accueillir de nouveaux équipements dédiés au projet de nouvelle unité de production de biolubrifiants sur site. Le POI sera prochainement mis à jour pour intégrer les scénarios associés à cette modification du site et sera transmis à l'IIC d'ici la fin du mois de mars 2026. Au vu du déroulement de l'exercice (déroulé en annexe), l'IIC fait les observations suivantes : - l'attribution des rôles et l'identification des personnes ont été rapides et efficaces, grâce notamment à des chasubles et brassards adaptés. L'identification des différentes salles servant au déroulement du POI (PC exploitation, salle dédiée aux communications extérieures) a également été efficace grâce aux affiches mises en place sur les portes; - l'ergonomie de la salle PC exploitation a été saluée par les pompiers. La présence d'un plan de masse du site en grand format sur lequel on peut écrire a permis d'indiquer la position des équipements à protéger et des moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que de déterminer une stratégie d'extinction de l'incendie ; - la main courante a été mise en place très rapidement, les informations importantes ont été notées de façon chronologique, ce qui a aidé les pompiers. L'IIC a constaté l'utilisation de plusieurs couleurs pour la prise de notes, mais aucune légende ne permettait d'expliquer le code couleurs. Lors du débriefe, l'exploitant a détaillé le code couleurs à la demande de l'IIC (rouge pour les informations relatives à l'incendie et son extinction, vert pour les informations relatives aux victimes et leur prise en charge, bleu pour les informations relatives aux moyens de lutte contre l'incendie (eau et émulseurs), noir pour le reste). L'exploitant devra intégrer une légende expliquant le code couleurs lors du prochain exercice afin de faciliter au maximum la compréhension de la main courante ;

- l'IIC a constaté que l'exploitant a bien pris en compte les zones d'effets thermiques correspondant au scénario joué pendant l'exercice, ce qui a influé sur la stratégie d'intervention des pompiers ;

- **les pompiers ont rappelé qu'il est important que tous les acteurs prenant part à l'exercice utilisent les mêmes termes lors des échanges pour bien comprendre la situation** : des confusions ont pu avoir lieu sur les termes « bacs/rétention/cuvette », « temporisation/protection », « mousse/émulseur » par exemple ;

- l'IIC a constaté que le responsable « communication » a contacté l'Apave, avec qui l'établissement a un contrat pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie. L'exploitant a expliqué que l'Apave pouvait se rendre sur site en 1 heure environ.

Type de suites proposées : Sans suite